

## élections... notre plus doux espoir

Sans reprendre ici, au jour le jour, l'attitude de la direction du Parti en mai et juin 1968, nous pouvons redécouvrir aisément à la lecture de l'Huma quelle était l'issue souhaitée au raz de marée des grèves. En résumé, elle était la suivante : satisfaction des revendications immédiates des travailleurs et qu'avec ou sans programme commun aient en lieu des élections.

Etienne Fajon envisage dès le 20 mai les conditions « pour préparer le succès commun des partis de gauche, s'il y a des élections ». Hélas, De Gaulle n'annonce pas des élections mais un référendum. Le BP (communiqué dans l'Huma du 27 mai) s'empresse d'appeler à répondre « non », laissant à Mendès le privilège facile de prévoir que la grève générale balayerait ce projet de référendum et d'appeler à le combattre au lieu d'y répondre. Le même communiqué du BP rappelle le « plein sens » que pourrait avoir un « mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections ». Si bien que, quand De Gaulle annonce le 30 mai la dissolution de l'Assemblée Nationale et la tenue d'élections législatives, le tout assorti de chantage au maintien de l'ordre, le BP (Huma du 31 mai) y voit un recul du pouvoir, contraint de donner, comme le Parti le réclamait, la parole au peuple ! Et René Andrieu ajoute (avec quelle clairvoyance ! ) qu'il faudra que le Parti fasse tout pour que ces élections aient lieu car « on remarquera que De Gaulle a beaucoup attendu pour prendre cette décision et surtout que, ayant été contraint de la prendre, il semble visiblement souhaiter qu'elle ne soit pas suivie d'effet ».

Le bureau confédéral de la CGT emboîte le pas et Georges Séguéy (Huma du 1er Juin) précise : « Afin de lever toute équivoque quant aux objectifs qu'elle poursuit, la CGT déclare qu'elle n'entend gêner en rien le déroulement de la consultation électorale. C'est l'intérêt des travailleurs de pouvoir exprimer dans le cadre des élections leur volonté de changement ». Dans le même temps, nous apprenons que deux des revendications essentielles sont reportées à plus tard : l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale est abandonnée puisqu'il n'y a plus d'Assemblée Nationale pour la voter ; l'échelle mobile des salaires est à remettre sur le tapis... plus tard. Ces deux revendications unificatrices du mouvement de grève étant abandonnées, il faut faire avancer rapidement les négociations secteur par secteur afin que la grève commence à se terminer, que l'ordre soit maintenu pour éviter l'intervention de la police et de l'armée et que les élections tant redoutées du pouvoir aient lieu.

Le résultat ne se fait pas attendre. Le 3 juin l'Huma titre : « Premiers résultats importants dans un certain nombre de secteurs ». Le 4 : « gouvernement et patronat prolongent la grève ». Le 6 : « Reprise victorieuse du travail dans l'unité ». Le 7 : « forts de leur victoire, des millions de travailleurs ont repris le travail ». Les militants fidèles orchestrent sur tous les tons dans les entreprises la campagne sur la « victoire totale », alors que les votes sur la reprise du travail montrent qu'un grand nombre de travailleurs ne veut pas comprendre l'importance de cette « victoire ». Le 8 Juin, Waldeck Rochet « appelle tous les travailleurs manuels et intellectuels, tous les démocrates, à s'unir pour assurer lors des prochaines élections la défaite du gaullisme et la victoire de la démocratie ». Dans certaines sections, on explique même, signe des temps, qu'il faut gagner l'électorat gauchiste ! (une voix est une voix ! )

La suite de l'histoire est connue. Toujours d'après les titres de l'Huma, le premier tour des élections, « après le chantage à la peur favorisé par les éléments gauchistes » marque « une nette poussée à droite » et le second tour sera « dans la ligne du premier » avec une « poussée à droite accentuée ». Le Parti aura donc revendiqué, accepté, et favorisé autant qu'il le pouvait la tenue d'élections qui consacrent le renforcement électorale du gaullisme. Le Comité Central, réuni les 8 et 9 juillet à Nanterre, a la pénible tâche de devoir s'expliquer.

Waldeck Rochet résume ainsi la situation : « En dépit du mouvement revendicatif extraordinaire des travailleurs manuels et intellectuels, les élections ont été caractérisées par une violente poussée à droite ».

Quels sont les éléments essentiels de l'analyse que fait Waldeck Rochet ?

● les grévistes ont obtenu satisfaction : les avantages conquis sont très importants

● les dirigeants de la FGDS n'étaient pas acquis à l'idée d'un véritable programme commun.

● le pouvoir n'était pas vacant et « De Gaulle a réaffirmé qu'il était résolu à se maintenir par tous les moyens, c'est-à-dire y compris en faisant appel à l'armée de Massu »

● le choix était entre : insurrection et écrasement sanglant  
grève revendicative et tenue d'élections.

Le Parti n'est pas tombé dans le piège !

● les gauchistes ont fait le jeu du pouvoir gaulliste : « ils auraient voulu que nous bousculions la classe ouvrière, comme si l'on pouvait passer au socialisme en bousculant la force essentielle de toute transformation socialiste ! »

● le calcul gaulliste de chantage à la peur n'était pas faux (1)

● trois tâches s'imposent :

défense des acquis de mai  
défense des libertés démocratiques  
action pour un programme commun

Et voilà ! Pour nos dirigeants, la ligne était juste, comme toujours, mais la situation, elle, ne se prêtait pas aux changements politiques, l'échec des élections en est la meilleure preuve !

Quittons un moment cet univers démoniaque où provocateurs, troubleurs, gauchistes, bourgeois et gouvernants sèment la peur, font le jeu les uns des autres et tendent tous des pièges au Parti.

L'échec électoral signifie qu'entre-autres une part importante des grévistes de mai a voté De Gaulle, c'est-à-dire « l'ordre », et l'ordre ancien, faute de perspective d'un ordre nouveau. La grève générale n'est pas un but, la mobilisation des masses ne peut se maintenir sans être stimulée par des objectifs précis. La seule perspective offerte par le Parti était la satisfaction des revendications immédiates et des élections : reprendre le travail et aller voter en choisissant, dans le cadre du gaullisme, parmi l'éventail politique habituel (communistes, FGDS, UDR, Rép. Ind...). Il ne fallait plus tenir compte des « dix ans, ça suffit ! » des grandes manifestations des jours précédents...

Dans la grève générale, la classe ouvrière, faisant preuve de sa puissance, a bénéficié de la sympathie et de l'appui d'une large part des couches moyennes, numériquement importantes. Dès que les directions ouvrières ont faibli face au pouvoir, dès que les reprises, secteur par secteur ont démantelé le front gréviste, isolant les secteurs avancés et empêchant l'élévation de conscience des secteurs les plus faibles, le régime avait gagné la partie. Les couches moyennes se sont à nouveau tournées vers l'« ordre », incarné par De Gaulle. En annonçant des élections, De Gaulle faisait désagréger le mouvement de grève par les « dirigeants » eux-mêmes et rétablissait ainsi le rapport de force en sa faveur, les élections venant ensuite entériner la victoire du Pouvoir. Là, la direction du Parti est tombée en plein dans le piège. Croyait-elle naïvement que les élections redonneraient à la classe ouvrière la force que la fin de la grève générale faisait perdre ?

On touche là le fond du « crétinisme parlementaire ». Jamais des élections ne modifient fondamentalement un rapport de force entre classes ; tout au plus en donnent-elles une image déformée. Les élections en régime capitaliste ne font que légaliser un pouvoir de fait. En 58, De Gaulle n'a pas posé sa candidature aux élections dans le cadre de la IV<sup>ème</sup> République et attendu qu'un succès lui permette de proclamer la V<sup>ème</sup>. Il s'est emparé du pouvoir en s'appuyant sur les généraux d'Algérie et, une fois au pouvoir, il a « donné la parole au peuple ». Si des élections semblent devoir entériner un rapport de force défavorable à la bourgeoisie, celle-ci met toutes ses forces en action soit pour empêcher la tenue de ces élections soit

(1) Il est effectif que quand la bourgeoisie n'aura plus peur de la révolution, alors tout sera beaucoup plus facile !